



RAPPORT D'ORIENTATION

Assemblée générale

2 avril 2016



DEMAIN, la Santé environnementale !

Tout va très bien Madame la Marquise...

ou

Mettre la question de la crise sanitaire dans le débat public

DEMAIN, comme le film... Un film remarquable qui montre des exemples de la façon dont la société s'organise pour changer sa vie, pour gérer concrètement la transition écologique, dans des domaines comme l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie, l'éducation... mais un film où la santé n'apparaît pourtant que de façon marginale, ce qui montre le chemin à parcourir pour faire comprendre que la crise sanitaire est une composante de la crise écologique, ce qui suppose de rompre avec la vision classique de la santé réduite au système de soin¹.

La crise sanitaire n'est pas encore clairement identifiée comme un élément de la crise écologique. Pourtant les citoyens sont de plus en plus conscients de cette crise car ils la vivent. Chacun est personnellement ou a un proche touché par une maladie chronique. Aucune classe d'âge n'y échappe. Les conséquences économiques de cette crise font exploser le système de santé. Pourtant les institutions continuent de faire comme si elle n'existait pas et de chanter « Tout va très bien Madame la Marquise... » en expliquant que tout cela est une conséquence normale du vieillissement et du dépistage. En témoigne la loi santé qui est une loi d'adaptation du système de soin et n'a abordé que très marginalement la santé environnementale.

L'objectif du RES depuis sa création est de mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques. Dans une 1ère phase, le RES s'est construit comme un lanceur d'alerte et a gagné une légitimité à partir des succès engrangés. Le RES est aujourd'hui identifié de façon positive par l'opinion, les médias et les responsables politiques et institutionnels. Le soutien que la Fondation de France nous a accordé en décembre dernier et la proposition de soutenir notre action dans le cadre d'un développement à 5 ans est la reconnaissance de cette action.

Nous devons bien sûr continuer d'être un lanceur d'alerte mais nous pouvons aller plus loin et faire de la santé environnementale le 2nd pilier de la politique de santé de façon complémentaire à la politique de soin.

¹ « Suite à la publication d'une étude qui annonce la possible disparition d'une partie de l'humanité d'ici 2100, Cyril Dion et Mélanie Laurent sont partis avec une équipe de quatre personnes enquêter dans dix pays pour comprendre ce qui pourrait provoquer cette catastrophe et surtout comment l'éviter. Durant leur voyage, ils ont rencontré les pionniers qui réinventent l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie et l'éducation. En mettant bout à bout ces initiatives positives et concrètes qui fonctionnent déjà, ils commencent à voir émerger ce que pourrait être le monde de demain »

La période 2016-2017 en offre l'opportunité. Elle sera marquée par l'élection présidentielle, c'est-à-dire une période où l'on peut espérer mettre l'enjeu de la crise sanitaire dans le débat public en interpellant les politiques sur cet enjeu.

Le moyen pour peser est d'achever la transformation du RES en mouvement citoyen, en développant notamment les antennes régionales, et d'investir les lieux institutionnels comme les PRSE mais aussi les CRSA et la CNS pour y porter la question de la santé environnementale.

Notre action en 2016-2017

Notre action en 2016-2017 doit être construite autour de l'objectif de faire en sorte que la crise sanitaire s'impose dans le débat public. Pour cela notre action sera organisée autour :

- d'un objectif politique : obtenir une grande loi de santé environnementale et, pour mener à bien cette réforme, obtenir un secrétariat d'Etat à la santé environnementale. Si on crée un secrétariat d'état aux victimes d'attentat, pourquoi ne créerait-on pas un secrétariat d'état aux victimes des maladies environnementales, qui sont beaucoup plus nombreuses, puisqu'il s'agit potentiellement de tous les citoyens. Nous devons obtenir un thème santé environnementale dans le cadre de la conférence environnementale de 2016,
- d'une campagne fédératrice qui révèle la nécessité de cette loi mais aussi qui mobilise les citoyens. C'est la campagne VTSPE (Ville et Territoire Sans Perturbateurs Endocriniens).

Cela ne signifie pas que les thèmes classiques du RES sont abandonnés. Nous allons continuer de les mener, notamment avec de nouveaux partenaires. Ils vont aussi nourrir la campagne pour imposer le thème de la crise sanitaire dans le débat politique.

Pour une loi de santé environnementale

Nous avons déposé 15 propositions structurantes dans le cadre de la loi santé. La loi n'a retenu que la notion d'exposome pour construire les politiques de prévention. Avancée intéressante qui va nourrir des objectifs par grands domaines.

L'adoption en décembre dernier de la loi DETOX déposée par le député Jean-Louis Roumegas est une avancée significative, car elle correspond à une des 15 mesures que nous avons proposées.

Des colloques pour éclairer les enjeux

- « Santé environnementale : le coût de l'action et le coût de l'inaction »

L'objectif est d'organiser ce colloque au Conseil Economique Social et Environnementale (CESE) en septembre-octobre au moment du débat parlementaire sur le budget de la Sécurité Sociale. La proposition est faite à la Mutuelle familiale de le préparer en commun dans la continuité du colloque tenu au CESE à l'occasion du 70ème anniversaire de la Sécurité Sociale. Ce colloque bénéficie du soutien de la réserve parlementaire du co-président du groupe Santé Environnement de l'Assemblée Nationale le député EELV Jean-Louis Roumegas.

- « Santé Environnementale : subir ou agir »

C'est le thème du colloque organisé par l'Institut Renaudot à Arras les 18 et 19 novembre prochain. Ce colloque réunit 500 personnes, principalement des professionnels de santé publique impliqués dans la démarche de santé communautaire. Le RES participe au comité de pilotage. Le choix de ce thème traduit le souhait de mettre en œuvre le savoir-faire accumulé en santé communautaire dans le domaine de la santé environnementale, avec un objectif permettre au citoyen de construire sa santé en agissant sur son environnement.

- Le colloque Eau

Il a été reporté au printemps 2017 raison des conditions de préparation insuffisantes, mais le projet reste d'actualité car il éclaire sur un sujet particulièrement sensible la nécessité de changer de paradigme. La réglementation en matière d'eau est en effet devenue obsolète et le RES est bien placé pour le dire publiquement. Le soutien de la municipalité de Rennes est acquis tout comme celui du WWF pour apporter la dimension santé de l'écosystème.

- **D'autres thèmes** peuvent faire l'objet d'une préparation en 2016 pour être réalisés pour 2017 : médecine environnementale, e-médecine...

Une campagne fédératrice, la campagne VTSPE

L'objectif de la campagne est de mettre en œuvre l'objectif défini par la Stratégie Nationale Perturbateurs Endocriniens, à savoir : diminuer l'exposition de la population aux PE.

Cette campagne se décline en 11 commandements et cible 11 familles de PE (Voir plaquette).

Elle va se décliner de façon différente selon que l'acteur sera une ville, un établissement de soin, une association... Elle va s'appuyer sur l'exposition PE mais aussi sur l'expo Crise sanitaire. La question des PE permet en effet de populariser l'enjeu de la crise sanitaire. S'il

faut éliminer les PE de notre environnement, c'est parce que c'est un facteur majeur, mais pas le seul, de la croissance des maladies chroniques.

Le sous-titre de la campagne est « Je peux choisir, je peux agir ». Cela souligne le fait que la campagne ne doit pas avoir un caractère anxiogène, mais doit au contraire donner envie d'agir.

Un focus est fait sur cancer du sein et cancer de la prostate pour montrer qu'éliminer les PE de notre environnement n'est pas un enjeu à la marge mais central. Ce focus s'appuiera sur le 1^{er} livre de la collection grand public qui sera lancée en octobre sur « Environnement & Cancer du sein » à l'occasion du mois Octobre Rose. La sensibilité de la population à cet enjeu est importante dans la mesure où personne ne peut prétendre être à l'abri de ces cancers.

La campagne a commencé à se décliner dans les établissements de soin en prenant appui sur le travail de fond effectué par le C2DS depuis plus de 10 ans. Cela s'est traduit par la signature de 10 écogestes par la clinique Pasteur à Toulouse et par l'EHPAD Massy Vilmorin.

La campagne va se décliner chez les chirurgiens-dentistes, en prenant appui sur le travail effectué par le SFCD (Syndicat des Femmes Chirurgiens-Dentistes) et un premier colloque est prévu en juin 2016.

La campagne bénéficie de la réserve parlementaire des sénatrices Chantal Jouanno (UDI) et Aline Archimbaut (EELV), co-présidentes du groupe Santé Environnement au Sénat.

Construire un mouvement citoyen autour des enjeux de la santé environnementale

- Réussir le développement régional du RES

Des noyaux existent maintenant dans la plupart des régions. Des manifestations ont commencé à être organisées avec succès pour faire apparaître publiquement le RES (Alsace, Bretagne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais). Le lancement des PRSE (Plans Régionaux Santé Environnement) va fournir l'occasion de mettre dans le débat public dans chaque région la réalité de la crise sanitaire pour obtenir que le PRSE soit construit en réponse à cette crise.

La forme juridique est à déterminer par l'Assemblée générale. La proposition est de créer des délégations régionales. Cela suppose d'apporter un appui logistique à la mise en place des délégations régionales.

- Des nouveaux locaux

Pour donner une plus grande visibilité à l'activité du RES et permettre l'hébergement des salariés et des stagiaires, des nouveaux locaux vont être disponibles à Montreuil dans

l'immeuble Mundo Ethic. Ces locaux sont installés dans un ancien immeuble industriel rénové en avril 2015. Il accueille des ONG dont l'action est proche de celle du RES (InfOgm, Réseau Action Climat, Amis de la Terre...).

Les locaux ouverts sur l'extérieur vont permettre d'organiser des événements externes (exposition, conférence de presse...) et internes (réunions de CA, AG).

- Une équipe salariée renforcée

Dans l'immédiat, un(e) assistant(e) administratif(ve) va pouvoir être embauché(e), ce qui va faciliter le travail des bénévoles, et celui de la salariée actuelle, mais aussi assurer une permanence. Le développement ultérieur va dépendre pour une large part de la discussion avec la Fondation de France.

- Une communication rénovée

Le site web a été rénové. Les outils de communication externes RES Actu, Lettre d'info ont contribué à la reconnaissance du RES. Il reste à améliorer notre relation avec les médias et à relancer un outil de communication avec les adhérents.

- Une nouvelle exposition

L'exposition sur la crise sanitaire est maintenant disponible. Elle vient compléter l'exposition Perturbateurs Endocriniens. Les deux expositions peuvent servir de support à des manifestations de lancement de la campagne VTSPE.

- Une collection d'ouvrages grand public « Environnement & Santé »

Cette collection est en préparation avec un lancement prévu en octobre prochain à avec un 1er ouvrage sur « Environnement & Cancer du sein », qui va sortir à l'occasion d'Octobre Rose. L'enjeu est de mettre dans le débat public les données montrant que le cancer du sein est une maladie environnementale, ce qui veut dire une maladie qui doit régresser de façon significative si on s'attaque aux causes environnementales identifiées.

Conclusion

Le RES est entré dans une nouvelle phase. La reconnaissance de notre action par le soutien de la Fondation de France, mais aussi l'excellent accueil que reçoit l'exposition Crise sanitaire, ainsi que le succès des premières manifestations organisées dans le cadre de la campagne VTSPE, l'émergence des RES région... tout cela nous permet d'aborder avec confiance une année 2016 avec l'espoir de mettre la question de la crise sanitaire dans le débat public et d'obtenir des décisions politiques à la hauteur des enjeux.